



**LE RING – Le 23/11/2009 – 17:14:14 – Extrait**  
**Sujet : Le grand Paris, un chèque à Blanc ?**

**MICHEL FIELD**

Pierre MANSAT et-ce que c'est un défaut de concertation qui de votre point de vue affecte la démarche de Christian BLANC ou c'est plus profond que ça ?

**PIERRE MANSAT, ADJOINT AU MAIRE DE PARIS CHARGE DE PARIS METROPOLE**

Très clairement, il y a un défaut de concertation, puisque le sujet n'est pas né avec le discours de Nicolas SARKOZY ni à Roissy ni à la cité de l'architecture. D'abord il est très ancien, il court depuis tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle le sujet du Grand Paris, plutôt porté par la gauche d'ailleurs. Et il a été remis au goût du jour ...

**MICHEL FIELD**

Vous vous l'êtes un peu fait piquer par le président, ce n'est pas la première fois que ça arrive.

**PIERRE MANSAT**

Absolument, il y a un hold up du président.

**DOMINIQUE VOYNET**

S'il en fait quelque chose c'est pas grave.

**PIERRE MANSAT**

C'est pas le seul sujet. Et c'est surtout lié à la politique de Paris depuis 2001 qui nous a amené d'ailleurs à faire ce qu'on nous reproche c'est-à-dire à faire en sorte que les collectivités travaillent ensemble. Ce dont on nous accuse, pas ce qu'on nous reproche mais nous accuse de ne pas le faire, la création de la conférence métropolitaine, puis la création de Paris Métropole. Il y a 104 collectivités de toutes tailles qui sont là dedans. Et donc on aurait très bien pu penser la suite du discours de Nicolas SARKOZY du 29, comme un processus effectivement, comme le disait Dominique VOYNET, de création d'une pensée ce qu'est la métropole. Aujourd'hui on nous présente comme étant le fin fond de ... le nec plus ultra de la pensée métropolitaine, cette infrastructure de transport, nous avons le droit de l'interroger sur ce que signifie la pensée autour de la métropole. Il y a deux géographes qui viennent de signer une tribune dans le Monde aujourd'hui, sur le Monde.fr qui disent : est-ce qu'on n'applique pas des solutions des années 60 et pas les solutions de la métropole du 21<sup>ème</sup> siècle, c'est à dire l'affaire des Clusters, l'affaire du réseau de transport de cette façon là ? Donc il y a un débat à avoir sur le fond de la métropole. Notamment par exemple sur la question des inégalités puisqu'une des grandes caractéristiques de cette métropole sont ses inégalités qui sont inouïes. Et puis la deuxième chose effectivement il y a la concertation et la méthode. Le projet de transport de lignes de métro qui reliaient les banlieues à

banlieues il existe, il est prêt. Nous l'avons même voté aux syndicats des transports d'Ile de France, ça s'appelle Arc Express, le débat public aurait pu commencer là maintenant, la Commission nationale du débat public aurait pu commencer dès maintenant, engager le débat, dans un lien étroit avec l'ensemble de la région. Et de ce point de vue là monsieur DUPONT-AIGNAN pose des questions qui sont justes, la métropole c'est pas seulement le cœur c'est aussi Cergy Pontoise, c'est aussi Saclay, c'est aussi les Yvelines, c'est aussi le Val de Marne, c'est aussi la Seine et Marne où se jouent les enjeux de logistique, des enjeux qui sont utiles au développement de la métropole. Et là-dessus il n'y a pas eu de débat. On voit apparaître un tracé qui n'a pas été discuté en tout cas pas par les élus, on ne sait pas par qui il l'a été. Donc il y a bien un défaut de concertation effectivement.

(...)

**MICHEL FIELD**

La gauche, Bertrand DELANOË, Jean-Paul HUCHON crient aussi au hold up et au coup de force contre les élus, qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire que avez le sentiment d'être dépossédé de droits légitimes qui appartiennent aux élus locaux et régionaux ?

**PIERRE MANSAT**

Si le débat c'est de savoir s'il est légitime que l'Etat se mêle de l'avenir de la métropole parisienne ? La réponse est oui, l'Etat est légitime. On l'a même trop attendu. On a l'a dit l'absence d'investissement dans les transports c'est surtout l'absence d'investissement de l'Etat quels que soient d'ailleurs les gouvernements qui était à l'œuvre, qui n'ont pas investi depuis 40 ans massivement dans des infrastructures transports. Donc si c'était ça, ça serait d'accord. Mais le problème c'est que ça ne se passe pas dans une conception moderne aujourd'hui. Il n'y a pas aujourd'hui un Etat et un gouvernement qui pourraient prétendre dire ce qui est bien quand c'est complexe, quand c'est à grande échelle et des collectivités, des élus locaux qui serait compétents uniquement pour dire ce qui est bien quand c'est local ou modeste. On prétend aujourd'hui qu'il faut penser différemment les rapports de l'Etat avec les collectivités, les collectivités ont fait la preuve et c'est notamment le cas en matière de transports en investissant extrêmement massivement depuis 2006, qui sont prêts à le faire... d'ailleurs le plan, ce qu'on appelle le plan de mobilisation qui est l'amélioration des RER, EOLE etc, les collectivités ont dit : on est prêt à mettre 12 milliards d'euros. On attend que l'Etat mettent les 6 milliards manquants. Ça fait 2 ans que ça dure. On n'a toujours pas l'engagement des 6 milliards. Il semblerait que le président SARKOZY ait dit à Jean-Paul HUCHON et Bertrand DELANOË lundi dernier : « je vais mettre l'argent »...

**MICHEL FIELD**

Ils ont déjeuné ensemble.

**PIERRE MANSAT**

Ils ont déjeuné ensemble « je vais mettre l'argent ». C'est marrant d'ailleurs que ce soit le président qui dise : « je vais mettre l'argent », mais qu'est-ce qu'il attend pour le faire ? Et donc il faut qu'on ait aujourd'hui une conception moderne du partenariat de l'Etat avec les collectivités qui fasse qu'on soit à égalité, que ce ne soit pas l'Etat qui décide, ce qui est le cas dans la société du Grand Paris, on délègue aux autorités, aux collectivités la gestion, on leur délèguerait même les déficits d'exploitation du service public, du service des transports, mais ça serait l'Etat lui-même tout seul qui déciderait des lignes de transports, de l'infrastructure, de son tracé et tout ça. Et ça c'est complètement inacceptable. (...). 17:41:07. FIN.